

Coopérer sur des enjeux partagés

JEUNES, FEMMES ET INSERTION



E'changeons pour l'insertion économique et professionnelle des femmes

Maroc, Égypte, Tunisie - France

En **Égypte, au Maroc et en Tunisie**, les organisations de la société civile qui travaillent sur les inégalités hommes-femmes ont su créer des outils pour mesurer l'impact de leur accompagnement sur la réduction des inégalités. Mais elles n'arrivent pas à valoriser leur expertise auprès des pouvoirs publics afin de peser

sur les décisions publiques.

En **France**, les inégalités hommes-femmes sont persistantes dans l'accès à l'emploi et dans l'évolution professionnelle. En Ile-de-France, les acteurs économiques manquent d'outils pour mesurer l'impact de leurs actions visant l'autonomisation des femmes.

Influer sur les décisions publiques relatives à la lutte contre les inégalités hommes-femmes

Ce projet vise à faciliter des échanges de pratiques entre des structures françaises qui ont besoin d'expertise sur les questions de mesures de l'impact et les partenaires égyptiens, marocains et tunisiens qui ont besoin d'un appui stratégique pour peser sur les décisions des pouvoirs publics.

« Notre objectif était de pouvoir mesurer, d'un point de vue qualitatif, l'impact de notre accompagnement »
Carole Evéraère Directrice de l'Office Municipal des Migrants (France).

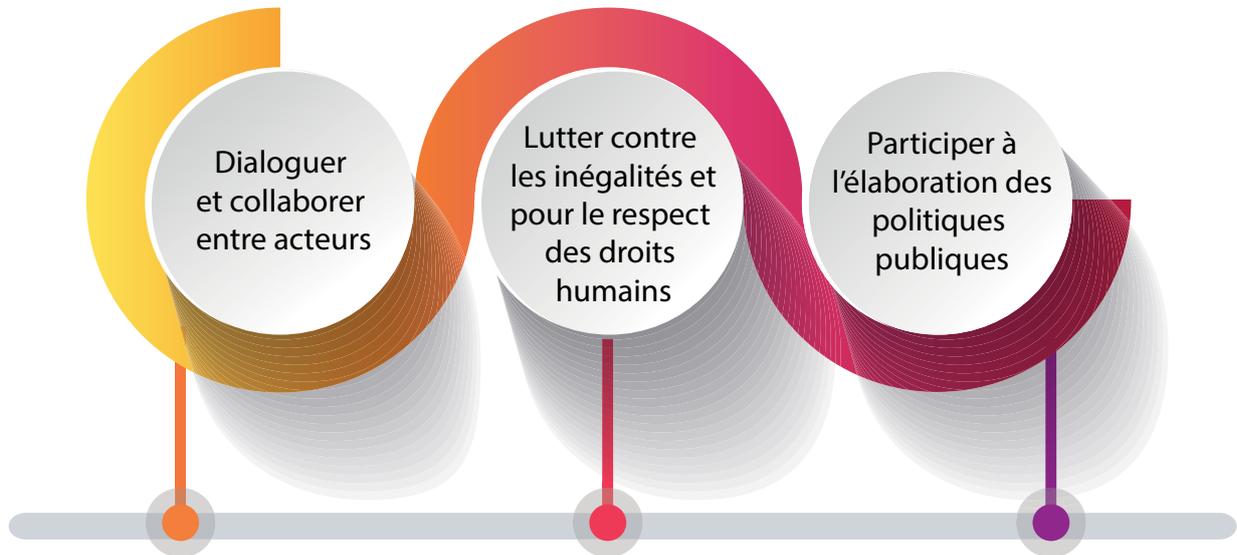
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Deux ateliers participatifs de construction des outils de mesure du changement
- Créer des espaces collectifs de parole entre territoires pour lutter contre les inégalités

ODD n°1- Pas de pauvreté
 ODD n°5 - Égalité entre les sexes
 ODD n°10 - Inégalités réduites

- Élaboration d'un guide « Agir pour l'égalité femmes-hommes : déconstruire les stéréotypes » (version arabe : 650 exemplaires version française : 250 exemplaires)
- Élaboration d'un guide « Agir pour l'égalité femmes-hommes : mesurer l'impact et l'empowerment dans les projets » (200 exemplaires)

PARTICIPANTS

35 représentants de structures franciliennes, égyptiennes, marocaines et tunisiennes

600 professionnels de l'insertion

PARTENAIRES

Associations égyptiennes, marocaines et tunisiennes

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Centre Hubertine Auclert

FINANCEMENT

Budget global 98 525 €

Durée 25 mois

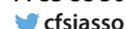


Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
 32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



Coopérer sur des enjeux partagés

JEUNES, FEMMES ET INSERTION



Jeunes : esprit d'entreprendre et coopération internationale

France

Pour faire face aux diverses crises du nouveau siècle, les jeunes doivent devenir des champions du travail coopératif sur des projets innovants pour répondre aux défis de notre monde. Être aussi dans une posture proactive, critique et créative dans la vie professionnelle. Les stratégies proposées par les

acteurs privés et publics des territoires locaux doivent dès lors intégrer la coopération internationale sur des enjeux partagés (Objectifs de Développement Durable) dans les pratiques d'insertion pour les jeunes. Des liens seront faits entre des initiatives de jeunes au Nord et au Sud.

Engager les jeunes sur les enjeux partagés : un enrichissement des territoires

L'opération développe un partenariat avec le Conseil régional en matière de coopération internationale mais aussi d'entrepreneuriat et d'esprit d'initiative. Les partenaires du projet construisent des synergies entre les acteurs économiques, la société civile et les pouvoirs publics pour spécifier l'intérêt d'une ouverture à l'international des territoires, en particulier pour les jeunes.

« À la fin de cette formation, je me sens heureux. J'ai appris plein de choses. Ça m'a donné plein d'idées pour agir, j'ai envie de faire plein de choses pour mon quartier et ailleurs » témoigne un jeune homme en parcours d'insertion qui a participé à la formation sur le développement durable. Les jeunes imaginent des projets qu'ils voudraient mettre en place dans leur quartier autour des ODD.

Avec le soutien :

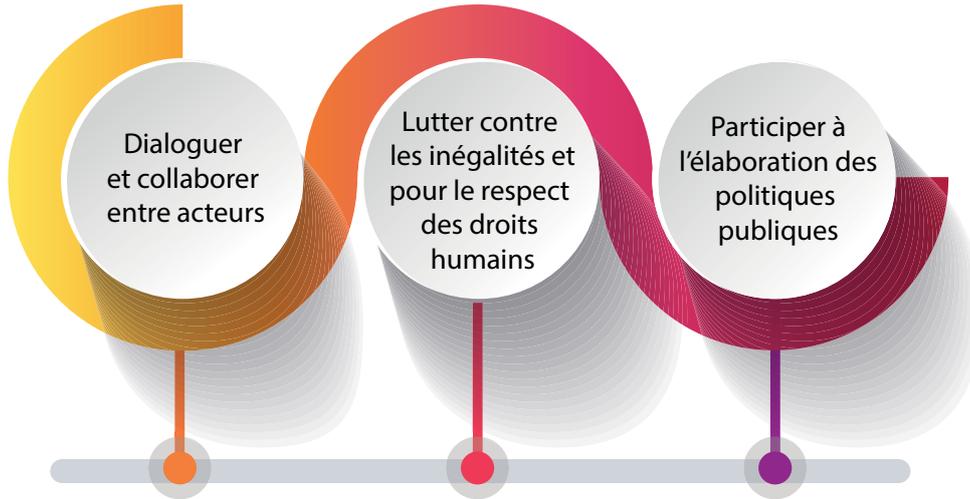


Porté par :



Le Service Civil International - Région Nord.

Avancées du Programme



- Co-construction d'actions et d'outils favorisant l'insertion des jeunes avec le Conseil régional (festival de l'initiative, livret de l'initiative)
- Construction d'un dispositif « innovations citoyennes dans le cadre du parcours Avenir » labellisé par l'Académie de Lille et participation à la formation des futurs enseignants
- Construction et animation avec des centres sociaux et leurs jeunes d'une action longue (de 3 à 7 sessions) autour des enjeux partagés (ODD) et des transitions solidaires
- Création d'un partenariat avec l'Université du Littoral-Côte d'Opale (projet chercheur citoyens)
- Création d'une malette pédagogique : une vidéo de témoignages et un jeu de plateau pour découvrir des initiatives de jeunes pour les ODD partout dans le monde

ODD n°4 - Éducation de qualité

ODD n°8 - Travail décent et croissance économique

ODD n°11- Villes et communautés durables

ODD n°17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs

- Élaboration et labellisation d'un module de formation pour développer l'initiative des jeunes autour des ODD à destination des publics scolaires
- Élaboration d'un parcours d'accompagnement des encadrants de séjours internationaux pour des jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET)



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr

f cfsi.asso t cfsiasso



PARTICIPANTS

Directs : 190 personnes (chefs d'entreprises, jeunes, scolaires, animateurs etc...)

Indirects : 240 structures

PARTENAIRES

Associations : Nord France Innovation Développement, Entreprendre Pour Apprendre, Boutique Gestion Espace, CRESS (Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Nord-Pas de Calais-Picardie), Réseau La suite dans les idées

Collectivités territoriales : le Conseil régional (direction des affaires européennes et internationales ; direction de l'action économique) ; Ville de Lille (services relations internationales et ESS), communauté d'agglomération du pays de Saint Omer

Académie de Lille

Réseau Alliances pour une économie responsable

Centres sociaux

FINANCEMENT

Budget global 90 115 €

Durée 36 mois

Coopérer sur des enjeux partagés
DROIT DES TRAVAILLEURS ET DES MIGRANTS



La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane

Départements d'Outre mer, Amérique centrale¹ et Amérique latine - France

L'essentiel de la production mondiale de bananes est assuré par les pays d'**Amérique centrale et d'Amérique latine**. Quelques groupes internationaux contrôlent la chaîne de valeur : de la production à la consommation. Ils utilisent massivement des phytosanitaires qui mettent en danger la santé des travailleurs.

En **France**, les syndicats de travailleurs ont une expertise sur les questions de sécurité et de santé au travail. En effet, suite au scandale sanitaire du chlordécone en Guadeloupe et en Martinique, la France a été obligée de rechercher des solutions alternatives à l'usage des pesticides de synthèse.

La protection de la santé des travailleurs dans les bananeraies

À travers des échanges entre des syndicats français et des syndicats de 8 pays¹ d'Amérique centrale et d'Amérique latine, ce projet vise à améliorer la capacité des représentants syndicaux des travailleurs de la banane à animer le dialogue social sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail dans leurs comités HST.

La coopération a également pour but d'améliorer le cadre législatif de protection des travailleurs agricoles grâce à une campagne de plaidoyer en faveur de la ratification de la Convention 184 de l'OIT (Santé et Sécurité au Travail dans l'agriculture, OIT 2001) dans ces pays, ainsi qu'en France.

Enfin, cette démarche vise à sensibiliser les consommateurs français sur les questions liées à l'utilisation des pesticides de synthèse dans l'agro-industrie de la banane.

¹ - Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Colombie, Équateur et Pérou

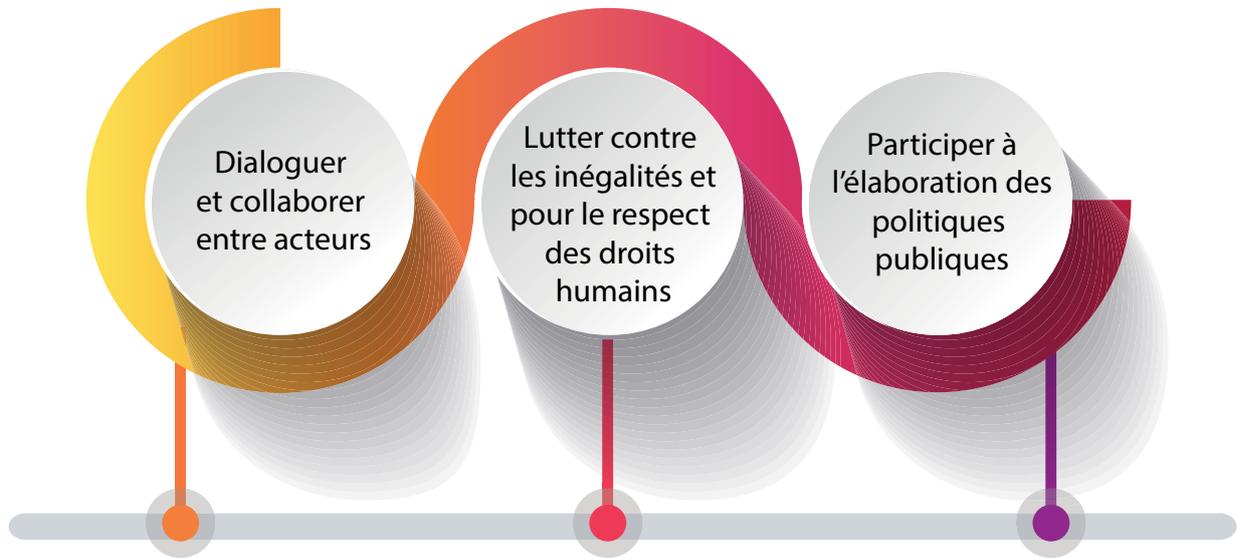
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Animation d'ateliers de formation régionaux et nationaux pour les syndicalistes membres des CHST avec la participation d'experts de COLSIBA et de la CGTG
- Élaboration d'un manuel de formation hygiène et sécurité au travail
- Voyage d'étude de 4 représentants formateurs de la délégation syndicale de COLSIBA en Guadeloupe et venue d'un syndicaliste de Martinique

ODD n°8 - Travail décent et croissance économique

ODD n°12 - Consommation et production responsables

- Campagne de plaidoyer pour la ratification de la convention n°184 à Genève (Journées mondiales SST-environnement) et à la Conférence Internationale du Travail
- Campagne de sensibilisation grand public à travers les médias

PARTICIPANTS

Directs

13 600 travailleurs et responsables syndicaux

Indirects

115 000 travailleurs

PARTENAIRES

COLSIBA - Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y de la Agroindustria (syndicats)

Banana Link (association)

INDECOSA (association des Consommateurs)

CGTG (CGT Guadeloupe)

CGT

FINANCEMENT

Budget global 108 548 €

Durée 24 mois



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



cfsi.asso



cfsiasso



Coopérer sur des enjeux partagés

JEUNES, FEMMES ET INSERTION



L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural

Guinée Conakry - France

En **Guinée**, seulement 4 Écoles Nationales de l'Agriculture et de l'Élevage (ENAE) sont habilitées à délivrer des diplômes agricoles. Ouvertes aux seuls bacheliers, elles ne répondent pas aux exigences de ces métiers. Peu ou pas scolarisés, de très nombreux jeunes abordent la profession sans formation de base ni qualification.

Guinée 44 travaille depuis longtemps sur les questions de la jeunesse et des débouchés professionnels. En **France**, elle a organisé le rapprochement entre l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et des acteurs guinéens du secteur agricole, parents, jeunes, responsables d'organisations, en vue de partager les préoccupations, les idées et les dynamiques à la recherche de réponses adaptées.

L'insertion professionnelle des jeunes avec des Maisons familiales rurales (MFR)

L'objectif de ce projet est de faire émerger à travers des concertations pluri-acteurs des parcours de formation professionnelle pour insérer les jeunes en milieu rural en Guinée. La création de ces parcours est alimentée par l'expérience du réseau international des MFR. Ils seront ensuite expérimentés sur les territoires de Kindia et Boké dans l'objectif d'être à terme intégrés à la politique nationale guinéenne.

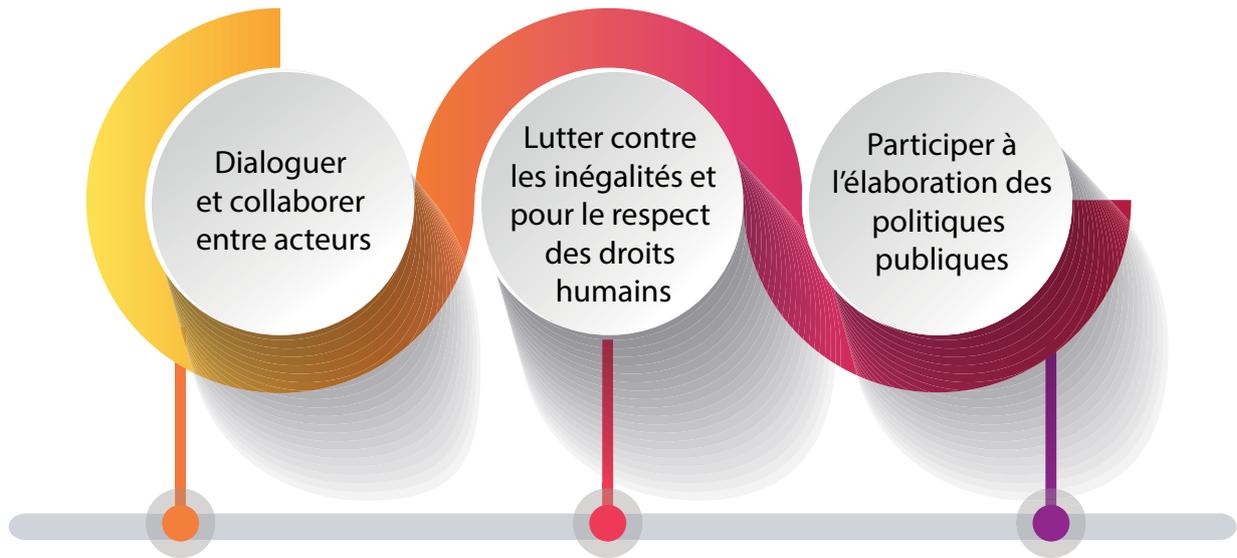
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Mise en place de deux plateformes de concertation territoriale autour de la formation professionnelle et de l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux
 - Échanges d'expériences entre les deux territoires d'expérimentation avec l'appui du réseau des MFR
 - Création de deux associations de parents sur le modèle des MFR. Elles ont pour objectif de développer des formations professionnelles pour leurs enfants et les jeunes
- ODD n°1- Pas de pauvreté
- ODD n°8 - Travail décent et croissance économique
- Diagnostic territoriaux et sectoriels des opportunités d'emplois, des enjeux de l'insertion et des opportunités de formation professionnelle
 - Expérimentation des dispositifs de formation professionnelle

PARTICIPANTS

200 jeunes et 200 familles, 40 représentants d'associations, 110 représentants des pouvoirs publics

PARTENAIRES

Associations : Maisons familiales rurales de Sarthe et de Mayenne

Collectivités locales : de la région de Boké (Boffa, Kolabouyi, Sangarédi, Boké) et l'intercollectivité de Kindia

Organisations professionnelles : Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée, Fédérations Régionales des Artisans de Kindia et de Boké

FINANCEMENT

Budget global 526 561 €

Durée 36 mois

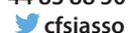
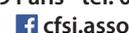


Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



Coopérer sur des enjeux partagés

JEUNES, FEMMES ET INSERTION



Dispositifs innovants pour la formation et l'insertion professionnelle

Tchad - France

Le **Tchad** est l'un des pays les plus pauvres au monde avec une forte population jeune (51 % ont moins de 15 ans). L'orientation, l'accès aux études et à l'emploi sont des services quasiment inexistant dans ce pays.

En **France**, il existe des structures spécialisées dans l'aide à l'insertion professionnelle - telles que Lille Sud Insertion - qui alimentent, grâce à l'échange de pratiques, les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes.

L'insertion professionnelle des jeunes

Au Tchad, l'objectif principal est de consolider une plateforme déjà existante qui regroupe les pouvoirs publics notamment le FONAP (Fonds national de la formation professionnelle), l'ONAPE (Office National de Promotion de l'Emploi) et les organisations de la société civile engagées dans l'insertion professionnelle des jeunes.

Il est également prévu de développer des groupes sectoriels au sein de cette plateforme afin d'améliorer les formations par type de secteur professionnel.

Enfin, les échanges de pratiques avec la France, renforceront les organisations de la société civile afin qu'elles puissent mettre en œuvre un plaidoyer efficace auprès des pouvoirs publics.

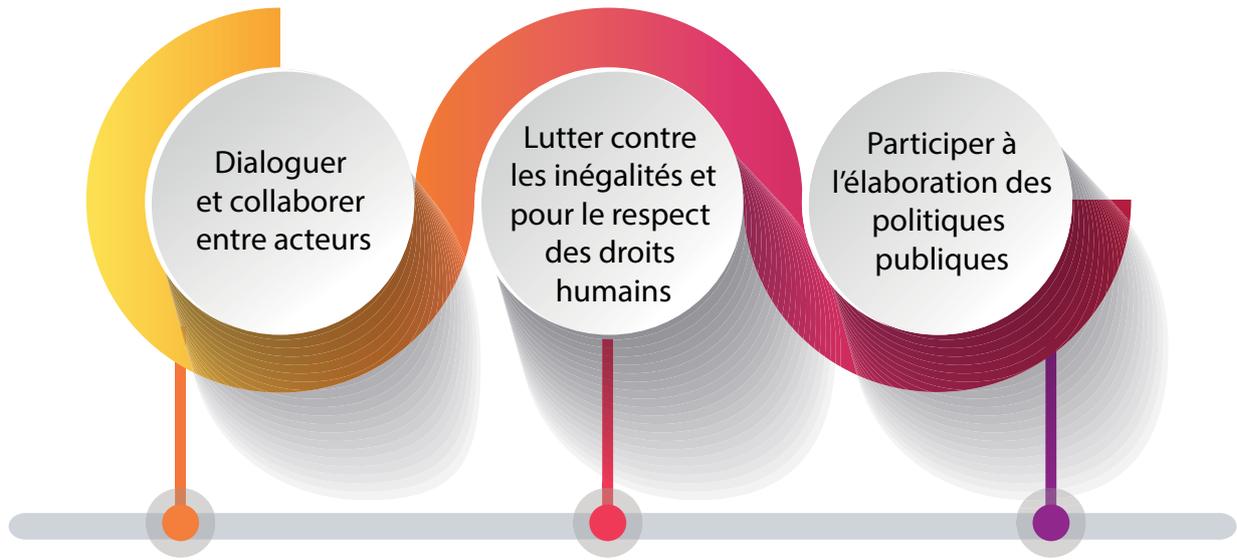
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Impulsion et animation d'une plateforme pluri acteurs réunissant les pouvoirs publics et les organisations de la société civile sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes
- Implantation de chantiers d'insertion dans le domaine du ramassage des déchets contribuant à la formation et l'insertion de 50 jeunes hommes et femmes vulnérables
- Organisation de débats communautaires citoyens dans 4 quartiers et diffusion de l'information sur les politiques publiques

ODD n°1 - Pas de pauvreté

ODD n°8 - Travail décent et croissance économique

ODD n°10 - Inégalités réduites

- Élaboration collective d'une stratégie de plaidoyer sur la formation et l'insertion professionnelle
- Formation des organisations de la société civile membres de la plateforme sur l'accès aux politiques publiques et au contrôle citoyen



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr

f cfsi.asso t cfsiasso



PARTICIPANTS

250 jeunes vulnérables

Les entreprises et centres de formation professionnelle

5 Organisations de la société civile : ESSOR, UP, CDVT, CEFODE, MPE

Le CNPT (Comité national du Patronat tchadien)

PARTENAIRES

8 structures publiques : FONAP (fond national à la formation professionnelle), ONAPE (Office National de Promotion de l'Emploi), FONAJ (fond national d'appui à la jeunesse), DEFPP (Direction de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Perfectionnement) MEFP (ministère de l'Éducation Nationale via la direction de la Formation Professionnelle), OBSEFE (Observatoire de l'Éducation, de la Formation et de l'Emploi), Le Secrétariat en charge des micro crédits en faveur de la promotion de la femme et de la jeunesse.

FINANCEMENT

Budget global 102 050 €

Durée 24 mois

Coopérer sur des enjeux partagés
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES



Dynamique sociale autour d'un centre collectif d'activité économique

Mali

Le **Mali** fait face à un défi énergétique important. En 2013, seules 18 % des entreprises en zone rurale avaient accès à l'électricité contre 64 % en milieu urbain. Obligées d'utiliser des générateurs

diesel au prix volatile, les entreprises peinent à maintenir et développer leurs activités. Les collectivités locales souhaitent développer des services à la population.

Développer un territoire par l'installation d'une zone d'activité électrifiée

L'objectif est de développer économiquement le territoire de Koutiala au Mali grâce à l'accès à une énergie 100 % renouvelable. En créant une Zone d'Activité Électrifiée, les entreprises sont alimentées avec un mix d'électricité solaire et thermique renouvelable (groupe électrogène alimenté par du jatropha). De ce fait, les investissements en énergie sont mutualisés tout en garantissant la qualité et la quantité d'électricité nécessaire aux activités des entreprises. L'infrastructure créée met en lien les pouvoirs publics et le secteur marchand tout en profitant aux TPE (très petites entreprises) qui peuvent développer et rendre attractif le territoire. La population bénéficie de nouveaux services.

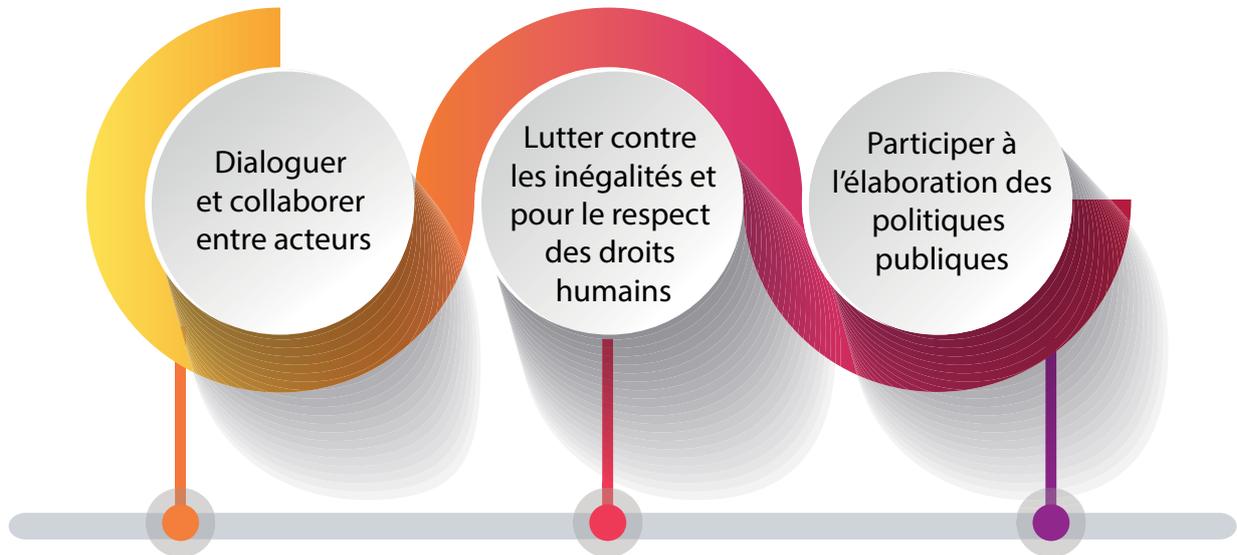
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Expérimentation pendant 6 mois des conditions technico-économiques requises pour la mise en activité de la zone d'activité économique
- Accompagnement de l'opérateur de la zone d'activité économique dans une gestion efficiente de son activité (formation, gestion et commercialisation)

ODD n°7 - Énergie propre et d'un coût abordable

- Accompagnement de la mairie de Konséguéla dans le suivi du chantier de construction et installation du réseau électrique
- Partage d'expériences au niveau de l'intercommunalité de Koutiala et du conseil régional de Sikasso

PARTICIPANTS

Directs

1 commune, 11 TPE,
30 meuniers et acheteurs de jatropha

Indirects

4 130 ménages soit 28 910 personnes

PARTENAIRES

TPE (menuisiers, restaurant, boulanger, unité de production d'huile de jatropha...)

La commune de Konséguéla

Associations : AMEDD - Association Malienne d'Éveil au Développement Durable

FINANCEMENT

Budget global 104 710 €

Durée 24 mois



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



cfsi.asso



cfsiasso



Coopérer sur des enjeux partagés
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES



Les migrants : acteurs et vecteurs de l'économie solidaire

Mali - France

Au **Mali** dans la région de Kayes, l'insertion économique des migrants est une priorité qui se matérialise à travers une plateforme : l'Espace Migration Développement en région de Kaye (EMDK). Néanmoins l'économie sociale et solidaire (ESS) est faiblement ancrée et proposée comme moyen d'insertion.

En **France**, la région Hauts-de-France est pionnière dans l'ESS. Elle compte des dynamiques anciennes et des réseaux fortement structurés. Cependant, la diversité culturelle de la population migrante n'est pas bien représentée au sein de ces réseaux.

L'insertion professionnelle des migrants dans l'économie sociale et solidaire

Grâce à une mise en lien des territoires, l'objectif est :

- que les acteurs maliens appréhendent et développent les valeurs de l'ESS comme moyen d'insérer économiquement des populations ;
- qu'en France, des porteurs de projets issus de la migration s'intègrent dans les réseaux existants de l'ESS.

L'idée est de pouvoir étudier la place des migrations dans les outils et pratiques des acteurs de l'économie sociale et solidaire à Kayes et dans les Hauts-de-France.

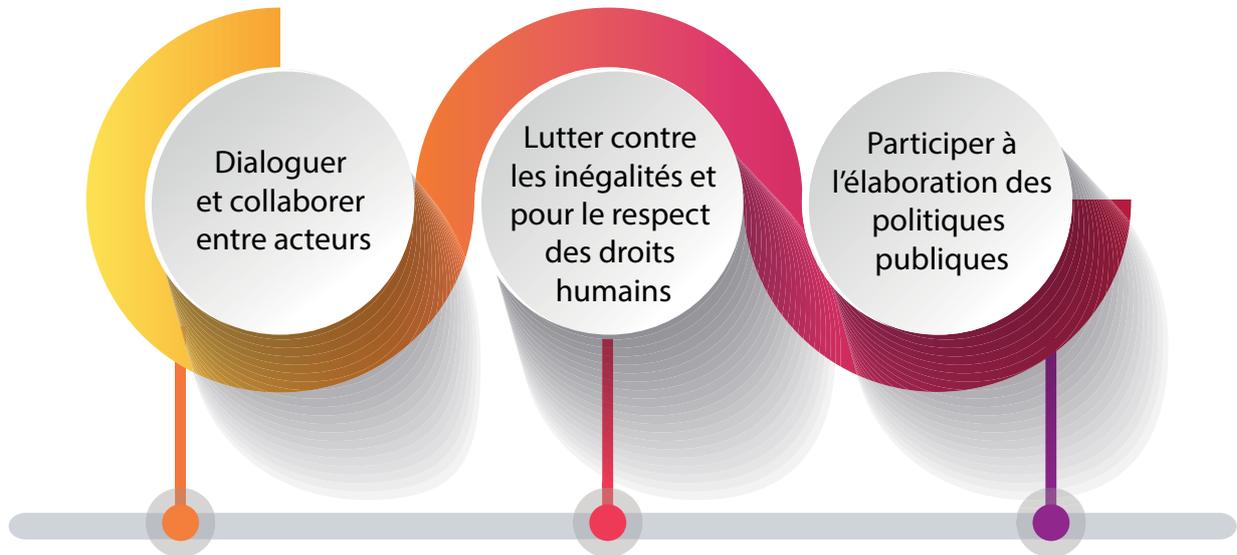
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Animation et ébauche d'un Espace Migration et Développement dans les Hauts-de-France
 - Rapprochement des initiatives des migrants des filières de l'ESS des territoires Hauts-de-France et de Kayes. Elles enrichissent les réflexions sur les modèles de développement solidaire de ces deux territoires
- ODD n°8 - Travail décent et croissance économique
- ODD n°10 - Inégalités réduites
- Structuration et alimentation de la réflexion du plaidoyer en faveur d'une économie solidaire comme modèle alternatif mondial. Proposition d'outils de ce plaidoyer aux migrants et à leur territoire régional
 - Identification des dispositifs existants et de leurs limites

PARTICIPANTS

Direct

500 personnes

Indirects

600 organisations

PARTENAIRES

Lianes coopération

COSIM

département du Pas-de-Calais

région de Kayes au Mali

Réseau national d'appui à la promotion de l'ESS du Mali (RENAPESS Mali)

FINANCEMENT

Budget global 101 620 €

Durée 30 mois



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



cfsi.asso



cfsiasso



//////////////////// **Coopérer sur des enjeux partagés** //////////////////////
DROIT DES TRAVAILLEURS ET DES MIGRANTS



Le droit, vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques

Vietnam - France

Depuis plus de 20 ans au **Vietnam**, le gouvernement encourage le développement de zones industrielles dans les périphéries des villes entraînant de fortes migrations internes. Les femmes migrantes sont précarisées. Elles travaillent en toute méconnaissance de leurs droits.

La **France** a fortement investi dans le contrôle aux frontières et la lutte contre l'immigration irrégulière. Ces politiques contribuent à rendre les femmes migrantes particulièrement vulnérables. Elles conduisent à des situations difficiles que ce soit pour s'intégrer, travailler ou faire valoir leurs droits.

La sensibilisation des femmes migrantes à leurs droits

Ce projet vise à sensibiliser les femmes migrantes à l'intérêt de s'organiser et de se syndiquer pour faire valoir leurs droits en France comme au Vietnam. Cela passe notamment par le renforcement des centres d'aide juridique en leur fournissant des outils de sensibilisation. L'opération permet également de renforcer les syndicats français et vietnamiens pour un meilleur accompagnement des femmes migrantes.

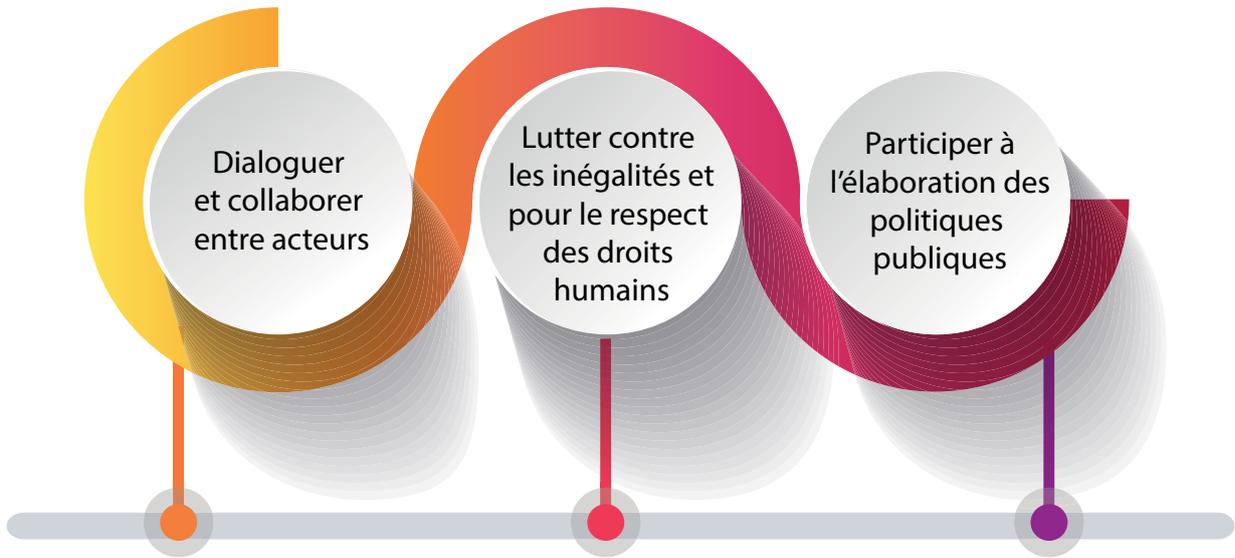
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Identification des pratiques d'appropriation du droit par les ouvrières au Vietnam et des pratiques d'aide juridique en droit du travail en France. Production d'un recueil et d'un film de bonnes pratiques
 - Campagne syndicale conjointe en faveur des femmes migrantes en France et au Vietnam
 - Accompagnement des centres d'aide juridique au Vietnam et des bourses du travail en France qui relaient cette campagne dans leur travail d'aide juridique auprès des femmes migrantes
- ODD n°5 - Égalité entre les sexes
 - ODD n°8 - Travail décent et croissance économique
 - ODD n°10 - Inégalités réduites
- Conception d'une action conjointe en faveur des droits des travailleurs migrants pour le respect des conventions fondamentales de l'OIT
 - Campagne syndicale conjointe en faveur des femmes migrantes en France et au Vietnam

PARTICIPANTS

Directs

35 porteurs de pratiques de droit ou services d'aide juridique syndicale

Indirects

300 000 femmes vietnamiennes, 857 unions locales et 96 unions départementales de la CGT en France

PARTENAIRES

Syndicats associations

FINANCEMENT

Budget global 102 100 €

Durée 29 mois

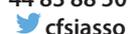
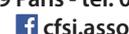


Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



//////////////////// **Coopérer sur des enjeux partagés** //////////////////////
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES



Des paniers paysans de Comasagua au jardin solidaire de Montauban

Salvador, Comasagua - France, Montauban

Le **Salvador** connaît de très fortes inégalités. Seulement 20 % de la population reçoit 6.1 % du revenu national. La pauvreté augmente plus rapidement chez les femmes et les jeunes qui sont des proies potentielles pour les groupes de délinquants (« maras »).

En **France**, dans un contexte de crise économique, l'extrême pauvreté ne cesse d'augmenter. En devenant acteurs de la solidarité et en recréant du lien social entre individus de milieux différents, les associations permettent aux personnes en situation de précarité de retrouver leur dignité.

Réinsérer des publics précaires par la création d'une activité économique en agriculture biologique

L'opération vise à améliorer la situation des jeunes et des femmes à Comasagua en mettant en place, sur le modèle des AMAP, des parcelles et des serres d'agriculture biologique et d'organiser à la fois l'offre et la demande en mobilisant les paysans et les consommateurs. Les universités salvadoriennes étudient l'impact social de cette dynamique. Ceci offre un regard académique à ce projet.

Du côté français, le jardin solidaire de Montauban mobilise et crée du lien social entre 300 personnes en situation de précarité économique et sociale, les élèves d'un lycée agricole ainsi que des agriculteurs bio et d'autres associations.

Cette coopération de territoire à territoire renforce les échanges entre ces deux pays où chacun expérimente l'insertion d'un public précaire par des jardins solidaires avec différents acteurs dans des contextes différents.

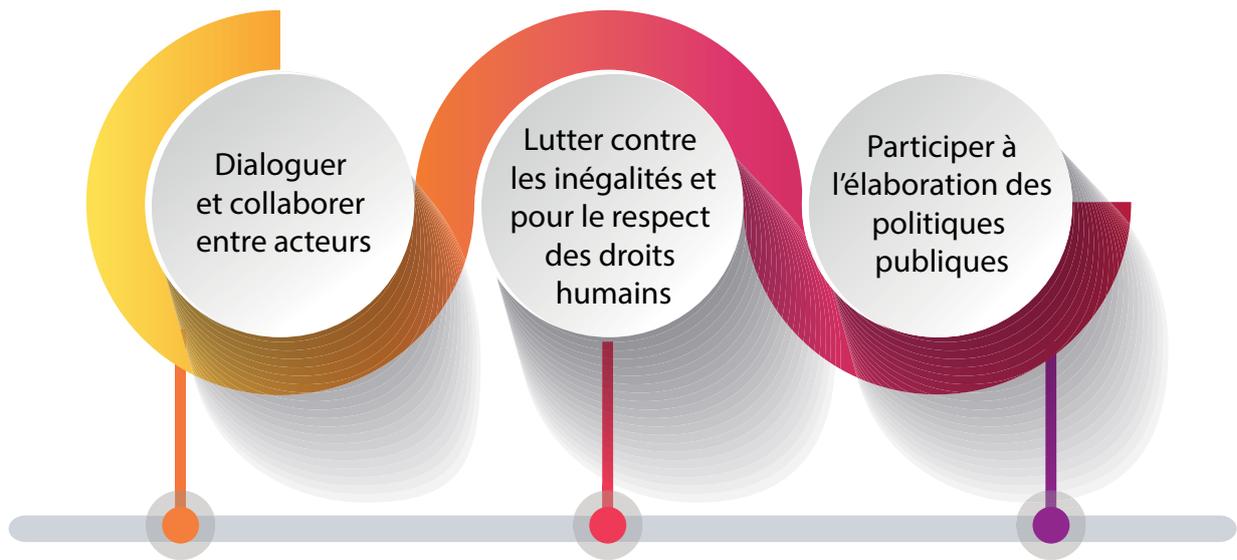
Avec le soutien :



Porté par :



Avancées du Programme



- Conventions entre le SPF et la « Canasta Campesina » et le CFSI et le SPF
- Conventions avec le lycée agricole de Montauban, le lycée français au Salvador et les universités salvadoriennes UTEC et ULS
- Appui technique et financier du ministère salvadorien de l'agriculture
- Séminaires, rencontres d'échanges dans le cadre des initiatives du SPF, du mouvement d'enfants « copains du monde »
- Missions de salvadoriens en France, de français au Salvador, de français et salvadoriens au Guatemala

ODD n°1- Pas de pauvreté

ODD n°2 - Faim « zéro »

ODD n°8 - Travail décent et croissance économique

ODD n°10 - Inégalités réduites

ODD n°12 - Consommation et production responsables

- Certification nationale salvadorienne de la production agroécologique en cours
- Construction d'une alliance avec le groupement d'agriculteur GAB65 (Groupement de l'agriculture Bio des Hautes Pyrénées)

PARTICIPANTS

Salavador

243 femmes et jeunes agriculteurs et 72 agents

France

Une vingtaine d'élèves, des enseignants du lycée agricole, des familles accueillies par le SPF et des agriculteurs bio

Une vingtaine de fédérations du SPF

PARTENAIRES

Deux universités salvadoriennes (UTEC et ULS)

La coopérative « Canasta Campesina »

Le lycée français de San Salvador

Le groupement d'agriculteurs GAB65

Le lycée agricole de Capou à Montauban

FINANCEMENT

Budget global 102 220 €

Durée 24 mois



Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI est une plateforme associative qui regroupe 24 organisations autour de deux thématiques majeures : la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables et le renforcement des sociétés civiles. Par leurs actions de terrain, ces organisations agissent en faveur des droits humains et contre les inégalités. Par ailleurs, le CFSI sensibilise et mobilise l'opinion publique et les décideurs politiques pour défendre le droit à l'alimentation.

Le CFSI est une association créée en 1960, reconnue d'utilité publique, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre. Le contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces partenaires.

Comité Français pour la Solidarité Internationale
32 rue Le Peletier, 75009 Paris - tél. 01 44 83 88 50
www.cfsi.asso.fr



cfsi.asso



cfsiasso

